

Unité interdépartementale Nièvre-Yonne
17 rue de la Plaine des Isles
89000 Auxerre

Auxerre, le 12/05/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/05/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

YNOVAE

3 allée de Passy
89510 Véron

Références : 250209
Code AIOT : 0024900022

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/05/2025 dans l'établissement YNOVAE implanté 3 Rue de l'Agriculture 89150 Saint-Valérien. L'inspection a été annoncée le 12/03/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- YNOVAE
- 3 Rue de l'Agriculture 89150 Saint-Valérien
- Code AIOT : 0024900022
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site est un SETI (Silos à Enjeux Très Importants). Il est classé sous le régime de l'autorisation, au titre de la rubrique 2160-2 de la nomenclature des installations classées pour le stockage de céréales en silos verticaux d'une capacité de 15 200 m³ et sous le régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2160-1 pour le stockage en silos plats d'une capacité de 27 600 m³.

Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie
- Stratégie de défense incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Plan des zones à risques	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 8	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
5	installations électriques	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
6	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 11	Demande d'action corrective	3 mois
7	Aires de chargement et de déchargement	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 12	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
8	Nettoyage	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 13	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Déclaration des incidents et accidents	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 5	Sans objet
3	Formation	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 3	Sans objet
4	Consignes de sécurité et d'exploitation	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4	Sans objet
9	Auto-échauffement	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 14	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Suite à l'inspection, certains éléments sont attendus de l'exploitant.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Déclaration des incidents et accidents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, Déclaration des incidents et accidents
Prescription contrôlée : L'exploitant d'un silo est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents (incendies, explosions...) survenus du fait du fonctionnement de

<p>cette installation, qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du code de l'environnement.</p> <p>Tout événement susceptible de constituer un précurseur d'explosion, d'incendie doit notamment être signalé dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>L'exploitant réalise annuellement une analyse des causes possibles de ces événements afin de prévenir l'apparition de tels accidents. Cette analyse est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>La dernière inspection du 12/07/24 avait eu lieu suite un départ de feu ayant pour origine le moteur d'un élévateur permettant le remplissage d'un boisseau avant séchoir.</p> <p>Non-conformité relevée le 12/07/24 : <i>L'exploitant n'a pas contacté la DREAL pour l'informer qu'un incendie s'est produit sur le site.</i></p> <p>Par courrier du 29/11/24, l'exploitant a indiqué qu'une déclaration avait été faite par mail le lendemain de l'incendie et qu'il avait enregistré le numéro d'astreinte de la DREAL afin de prévenir le jour même, numéro maintenant intégré dans l'affichage des numéros utiles qui sont présents sur chaque site du groupe.</p> <p>Suite à cet incident, l'exploitant a réalisé un arbre des causes. Une cause électrique ayant été identifiée comme l'origine du départ de feu (déphasage d'une des phases d'un moteur), l'exploitant a réalisé les travaux pour lever les différentes non-conformités électriques associées au certificat Q18 du site (voir point de contrôle suivant).</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Plan des zones à risques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 8</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Plan des zones à risques</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, manipulées, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre (incendie, explosion) pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.</p> <p>L'exploitant détermine pour chacune de ces parties de l'installation la nature du risque (incendie, explosion). Les aires de manipulation, manutention et stockage des produits font partie de ce recensement.</p> <p>L'exploitant dispose d'un plan général des installations indiquant ces différentes zones et les risques associés.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant n'a pas pu fournir le plan des zones à risque le jour de l'inspection.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit fournir le plan des zones à risque du site.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 3 : Formation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 3
Thème(s) : Risques accidentels, Formation
Prescription contrôlée : L'exploitation doit se faire sous la surveillance d'une personne nommément désignée par l'exploitant et spécialement formée aux caractéristiques du silo et aux questions de sécurité. Le personnel doit recevoir une formation spécifique aux risques particuliers liés à l'activité de l'établissement. Cette formation doit faire l'objet d'un plan formalisé. Elle doit être mise à jour et renouvelée régulièrement.
Constats : L'exploitation se fait sous la surveillance du responsable de silo. Ce dernier a reçu une formation aux risques incendie et explosion de poussières le 12/04/24 et sa remplaçante le 11/04/24 (attestations fournies). Une formation aux risques d'incendie dans les séchoirs est prévue le 21/05/25 pour le responsable, sa remplaçante l'ayant suivie le 4 juin 2024. Une formation "extincteurs" est prévue pour lui selon l'exploitant en 2025.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Consignes de sécurité et d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4
Thème(s) : Risques accidentels, Consignes de sécurité et d'exploitation
Prescription contrôlée : Les consignes de sécurité et les procédures d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement la liste détaillée des contrôles à effectuer en marche normale, à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien des installations et à la remise en service de celles-ci en cas d'incident grave ou d'accident. Les consignes de sécurité sont tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Les procédures d'exploitation sont tenues à jour et mises à la disposition de l'inspection des installations classées. Dans les zones où il existe un risque d'incendie ou d'explosion, il est interdit de fumer. La réalisation de travaux susceptibles de créer des points chauds dans ces zones doit faire l'objet d'un permis de feu, délivré et dûment signé par l'exploitant ou par la personne qu'il aura nommément désignée et par le personnel devant exécuter les travaux.
Constats : L'exploitant a présenté un classeur contenant différentes procédures/consignes pour le site avec entre autre : <ul style="list-style-type: none">• Consigne générale dans les silos• Stockage de céréales, interventions dans les cellules ou les fosses• Nettoyage et propreté des locaux• Utilisation du balais à l'intérieur des locaux• Gestion de l'auto-échauffement• Contrôle lors de la remise en service d'équipement• Matériels de manutentions mobiles• Stockage engrais liquide• Ronde mensuelle Observations : <ul style="list-style-type: none">• certaines procédures n'ont pas été revues depuis leur création (2018/2019)• la prise en compte de ces procédures par les opérateurs n'est pas formalisée

L'exploitant indique, prévoir d'ici la fin de l'année, la mise en place de "1/4 h sécurité" bimensuel sur ses sites.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9
Thème(s) : Risques accidentels, installations électriques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant doit tenir à la disposition de l'Inspection des Installations Classées un rapport annuel. Ce rapport est constitué des pièces suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'avis d'un organisme compétent sur les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds ; - l'avis d'un organisme compétent sur la conformité des installations électriques et du matériel utilisé aux dispositions du présent arrêté. <p>Un suivi formalisé de la prise en compte des conclusions du rapport doit être tenu à la disposition de l'Inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la dernière inspection du 12/07/24, une non-conformité avait été relevée : <i>"L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de lui fournir le calendrier de réalisation des travaux électriques qui devront permettre de lever les écarts constatés."</i></p> <p>Le rapport Q18 de la vérification des installations électriques du 19/07/24 a été fourni et fait état de 8 constatations dont 5 déjà signalées avec en annexe 17 observations relevées présentant un danger d'incendie ou d'explosion.</p> <p>L'exploitant indique :</p> <ul style="list-style-type: none"> • avoir réaliser une partie des non-conformités électriques, celles associées au certificat Q18 et a présenté une attestation de leur réalisation du 13/03/25, • prévoir l'embauche d'un électricien pour réaliser les autres travaux électriques nécessaires. <p>Une thermographie (Q19) a été réalisée le 19/07/24 : 5 anomalies priorités 2 ont été relevées qui sont associées selon l'exploitant aux non-conformités Q18 qui ont été levées.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit fournir le prochain rapport de vérification de ses installations électriques (Q18/Q19).</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 11
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'établissement doit être pourvu en moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques encourus, en nombre suffisant et correctement répartis sur la superficie à protéger.</p> <p>Les installations de protection contre l'incendie doivent être correctement entretenues et maintenues en bon état de marche. Elles doivent faire l'objet de vérifications périodiques.</p> <p>Les cellules de stockage des silos béton fermées doivent être conçues et construites afin de</p>

<p>permettre l'inertage par gaz en cas d'incendie. Cette disposition ne s'applique pas aux cellules de stockage contenant du sucre.</p> <p>Des procédures d'intervention pour la gestion des situations d'urgence sont rédigées par l'exploitant et communiquées aux services de secours. Elles doivent notamment comporter :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le plan des installations avec indication ; - des phénomènes dangereux (incendie, explosion, etc.) susceptibles d'apparaître ; - les mesures de protection définies à l'article 10 ; - les moyens de lutte contre l'incendie ; - les dispositifs destinés à faciliter l'intervention des services d'incendie et de secours ; - les stratégies d'intervention en cas de sinistre ; - et le cas échéant : - la procédure d'inertage ; - la procédure d'intervention en cas d'auto-échauffement.
<p>Constats :</p> <p>Le logiciel REMOCRA du SDIS fait état d'un poteau incendie à l'entrée du site (n° 89370_22) dont le débit vérifié le 16/12/20 est de 60 m³/h à 1 bar de pression dynamique et 75 m³/h max.</p> <p>Le rapport de vérification des extincteurs du site (nb : 52) du 16/09/24 a été fourni.</p> <p>Une bouche d'inertage commune pour les silos bétons a été vue durant l'inspection. Le choix du silo à inerte est fait en ouvrant la vanne de sectionnement vers le silo choisi. Aucune procédure d'inertage n'est en place.</p> <p>Coté procédures d'intervention pour la gestion des situations d'urgence, l'exploitant indique que le SDIS possède un plan ETARE pour le site. Néanmoins, l'exploitant n'a pas de son coté tous les documents et procédures prescrits par l'article 11 de l'arrêté ministériel du 29/03/04.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit rédiger et regrouper l'ensemble des procédures d'intervention pour la gestion des situations d'urgence prescrites et les communiquer aux services de secours</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 7 : Aires de chargement et de déchargement

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 12</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Aires de chargement et de déchargement</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les aires de chargement et de déchargement des produits sont situées en dehors des capacités de stockage.</p> <p>Cette disposition ne s'applique pas aux aires de chargement et de déchargement situées à l'intérieur de silos plats ne disposant pas de dispositifs de transport et de distribution de produits. Des grilles sont mises en place sur les fosses de réception. La maille est déterminée de manière à retenir au mieux les corps étrangers.</p> <p>Les aires de chargement et de déchargement sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> - soit suffisamment ventilées de manière à éviter une concentration de poussières de 50 g/m³ (cette solution ne peut être adoptée que si elle ne crée pas de gêne pour le voisinage ou de nuisance pour les milieux sensibles) ; - soit munies de systèmes de captage de poussières, de dépoussiérage et de filtration. <p>Ces aires doivent être régulièrement nettoyées.</p>

Constats : L'exploitant indique ne pas avoir enregistré de plainte notamment concernant l'émission de poussières. Les aires de chargement et déchargement sont ventilées et sous auvent sans système de captation de poussières. Des grilles constituées de barreaux, en partie retirés, sont en place sur les fosses. L'exploitant indique que des barreaux ont été retirés par endroit pour permettre l'écoulement du grain.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant justifiera que la maille des grilles des fosses permet de retenir au mieux les corps étrangers.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : Nettoyage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 13
Thème(s) : Risques accidentels, Nettoyage
Prescription contrôlée : Tous les silos ainsi que les bâtiments ou locaux occupés par du personnel sont débarrassés régulièrement des poussières recouvrant le sol, les parois, les chemins de câbles, les gaines, les canalisations, les appareils et les équipements et toutes les surfaces susceptibles d'en accumuler. La fréquence des nettoyages est fixée sous la responsabilité de l'exploitant et précisée dans les procédures d'exploitation. Les dates de nettoyage doivent être indiquées sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Le nettoyage est réalisé à l'aide d'aspirateurs ou de centrales d'aspiration. Ces appareils doivent présenter toutes les caractéristiques de sécurité nécessaires pour éviter l'incendie et l'explosion. Le recours à d'autres dispositifs de nettoyage tels que l'utilisation de balais ou d'air comprimé doit être exceptionnel et doit faire l'objet de consignes particulières.
Constats : Un document d'enregistrement du nettoyage du silo est utilisé, rempli et supervisé par le chef d'équipe. L'exploitant indique que la fréquence est adaptée selon l'état de propreté du site (1 nettoyage en 2025, 2 en 2024, 2 en 2023). Un aspirateur mobile à brancher sur des colonnes est utilisé pour cela. L'utilisation de balai est encadrée par une procédure "utilisation du balai à l'intérieur des locaux". Le site sans activité le matin de l'inspection a été trouvé relativement propre.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit justifier que l'aspirateur utilisé pour le nettoyage présente toutes les caractéristiques de sécurité nécessaires pour éviter l'incendie et l'explosion.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 9 : Auto-échauffement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 14
Thème(s) : Risques accidentels, Auto-échauffement
Prescription contrôlée : L'exploitant doit s'assurer périodiquement que les conditions d'ensilage des produits (durée de stockage, taux d'humidité, température, etc.) n'entraînent pas des dégagements de gaz inflammables et des risques d'auto-échauffement. La température des produits stockés susceptibles de fermenter est contrôlée par des systèmes de surveillance appropriés et adaptés aux silos. Les relevés de température donnent lieu à un enregistrement. Des procédures d'intervention de l'exploitant en cas de phénomènes d'auto-échauffement sont rédigées et communiquées aux services de secours.
Constats : Les températures des silos sont contrôlées par plusieurs températures. Une procédure de gestion de l'auto-échauffement existe. Des relevés de température sont imprimés automatiquement régulièrement dans le cadre du suivi qualité.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit s'assurer que son personnel est bien formé aux risques d'auto-échauffement.
Type de suites proposées : Sans suite